

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU CALVADOS  
Circonscription de VIRE

**COMMUNE LES MONTS D'AUNAY**  
**ARRÊTÉ MUNICIPAL**

Arrêté N° MA-ART-2023-047

**OBJET : Arrêté temporaire - portant autorisation d'occupation du domaine public à usage commercial**

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-6,
- Vu le code de voirie routière et notamment son article L.113-1 et suivants,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L2125-1 et suivants,
- Vu la délibération du conseil municipal n° 2022-110-DE en date du 17 octobre 2022 fixant la redevance d'occupation commerciale temporaire du domaine public,
- Vu la délibération du conseil municipal n° 2022-109-DE en date du 17 octobre 2022 adoptant la charte d'occupation du domaine public à usage commercial portant réglementation de l'occupation du domaine public par les terrasses, terrasses déportées, étalages, mobiliers et accessoires,
- Considérant la demande de Madame MOUROCQ Sandra représentant de l'établissement « La Boutique de Sandra », situé au 3 rue du 12 Juin 1944, Aunay-sur-Odon 14260 les Monts d'Aunay pour l'installation de deux portants, formulée le 30 novembre 2022, complétée le 16 février 2023 ;

**ARRÊTE**

Article 1 :

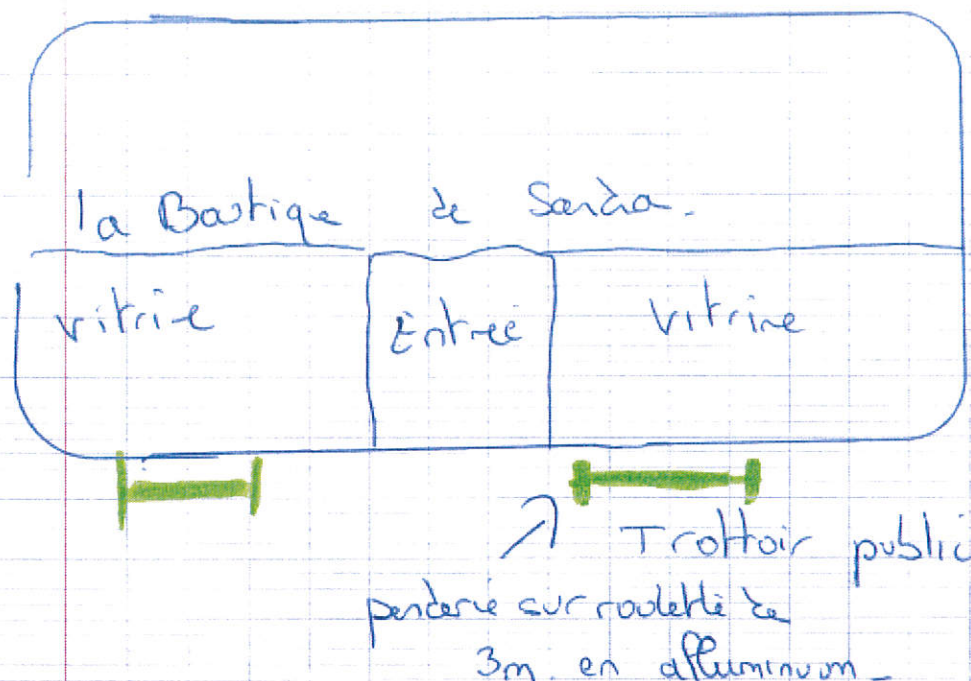
L'établissement La Boutique de Sandra ayant en activité principale : vente de prêt à porter féminin et mercerie représenté par Madame MOUROCQ Sandra est autorisé à installer des portants avec des vêtements sur le domaine public au droit de la façade de l'établissement sis :

3 rue du 12 Juin 1944 à Aunay-sur-Odon, de la façon suivante :  
- mise en place de 2 portants de 3mx0.45m.

La présente autorisation est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2023. La demande devra être renouvelée tous les ans.

Article 2 :

La superficie de l'installation sera de 6 m<sup>2</sup> (soit une emprise au sol de 2 x (3m x 0,45m), l'emprise sur le domaine public n'excédera pas le périmètre défini conformément au plan ci-dessous.



largeur 2m 50 à 3m  
 profondeur 45 cm  
 elle sera située près de la vitrine.  
 - surtout l'été

#### Article 3 :

Le permissionnaire s'engage à respecter l'ensemble de la charte d'occupation du domaine public à usage commercial qu'il a signée lors du dépôt de sa demande d'autorisation.

Le permissionnaire sera seul responsable de tout accident pouvant survenir du fait de l'installation.

Il sera en mesure de présenter chaque année une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile en la matière.

Tout changement d'installation devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

#### Article 4 :

La présente autorisation est personnelle. Elle est délivrée à titre précaire et révoquant, et n'est donnée que sous réserve des droits des tiers et des règlements en vigueur. Elle sera tenue à disposition dans l'établissement pour être présentée à toute demande. L'administration pourra à tout moment prononcer le retrait ou la suspension de la présente autorisation pour tout motif d'ordre public tiré de l'intérêt général ou de non-respect des conditions d'occupation, sans indemnité.

Cette autorisation ne dispense pas le permissionnaire d'obtenir les autorisations administratives, notamment celles réclamées par le code de l'urbanisme et de se conformer aux textes réglementant le bruit, l'ordre public, les débits de boisson, le voisinage, l'hygiène.

#### Article 5 :

Le permissionnaire s'acquittera d'une redevance annuelle d'un montant de 16€ conformément à la délibération du conseil municipal susvisée.

Article 6 :

Tous les dispositifs mis en place devront être retirés du domaine public dès la fin de l'autorisation.

Article 7 :

La directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté par :

- affichage (site internet communal),
- notification à l'intéressé(e),
- ampliation du présent arrêté au comptable de la collectivité, à la gendarmerie, à la police municipale.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours  
auprès du tribunal administratif de Caen  
(par voie postale au 3 Rue Arthur le Duc, 14000 Caen  
ou par voie dématérialisée via l'application  
« Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))  
dans un délai de deux mois à compter de sa notification

**27 FEV. 2023**

Pour extrait certifié conforme  
le Maire, Mme Christine SALMON

